



Palestine, 78 ans après 1948 : la Nakba est bien plus qu'un souvenir. Soutenons le peuple palestinien, imposons le droit !

Les 15 et 16 mai, nous nous joindrons aux Palestiniens pour **commémorer le 78ème anniversaire de la Nakba** : le processus violent, planifié et organisé, par lequel les milices du mouvement sioniste, puis l'armée du nouvel État d'Israël ont, tout au long de l'année 1948, expulsé 800 000 Palestiniens de leurs villes, villages et terres.

La Nakba n'est pas qu'un événement du passé. **C'est un processus continu de dépossession et de déplacement forcé du peuple palestinien qui se poursuit sous nos yeux encore aujourd'hui.**

À Gaza, les destructions massives, les bombardements, la famine et le confinement de la population dans un espace toujours plus réduit illustrent cette réalité. **En Cisjordanie**, la colonisation s'accélère, les terres sont confisquées, les communautés palestiniennes attaquées et déplacées. **À Jérusalem-Est**, expulsions et démolitions se multiplient. **En Israël même**, les Palestiniens subissent des menaces permanentes, ils sont visés par des lois discriminatoires qui en font des citoyens de seconde zone. Dans les camps de réfugiés au Liban, en Syrie et en Jordanie, les conditions de vie se dégradent sans cesse.

La Nakba est aujourd'hui ouvertement revendiquée par de nombreux responsables politiques israéliens, qui affirment leur détermination à poursuivre ce processus et à « le mener à son terme ».

Ce processus s'étend aux pays voisins : en Syrie, au-delà du plateau du Golan annexé illégalement, Israël a étendu le territoire sous son contrôle. **Au Liban**, l'offensive israélienne lancée le 26 février a fait 2 500 morts, et un million d'habitants sont désormais déplacés. Israël vide le sud du Liban de sa population et détruit méthodiquement ses villages. **Comment accepter ce cycle perpétuel de guerre et de conquête ?** Israël, de concert avec les États-Unis, a lancé une guerre dévastatrice contre l'Iran, dont les conséquences pour l'économie et la sécurité mondiales sont d'une ampleur imprévisible.

La Nakba n'est pas qu'un souvenir : les 800 000 personnes expulsées en 1948, auxquelles s'ajoutent les 300 000 expulsées en 1967, sont devenues, avec leurs descendants, 5 millions de réfugiés et d'exilés, qui ont **un droit inaliénable de retour sur les terres d'où leurs familles ont été chassées.**

L'UNRWA, agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens, assure des services essentiels **d'éducation, de soins de santé et de sécurité alimentaire**. Elle est devenue **une cible privilégiée pour Israël** : campagnes de dénigrement, interdiction sur le territoire israélien, destruction de son siège à Jérusalem-Est, fermeture de ses écoles dans certains camps comme celui de Shuffat. A-t-on déjà vu **une agence officielle des Nations unies se faire interdire par un État membre, qui en détruit le siège en toute impunité ?**

Ces 78 ans de la Nakba nous posent une question simple : **voulons-nous d'un monde régi par la loi du plus fort**, où un peuple peut être expulsé et privé de ses droits, ou d'un monde fondé sur la justice et le respect du droit international ?

Nous exigeons :

- **La fin immédiate** de l'occupation, de la colonisation et des politiques d'apartheid ;
- **L'arrêt immédiat des agressions israéliennes** : génocide à Gaza, nettoyage ethnique en Cisjordanie et à Jérusalem, bombardements et déplacements massifs au Liban
- **La protection de l'UNRWA** ;

- Le respect **du droit au retour** des réfugiés palestiniens ;
- L'arrêt **du commerce d'armes** avec Israël ;
 - o , dont la suspension immédiate de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Nous saluons les Flottilles de la Liberté, dénonçons leur arraisonnement par Israël dans les eaux internationales, ainsi que la détention de militants par Israël. Nous exigeons du gouvernement français **qu'il dénonce ces actes de piraterie et agisse pour la libération immédiate de toute personne qui serait détenue.** Nous exigeons l'ouverture complète et sans restriction de la Bande de Gaza à l'aide humanitaire, aux journalistes, et à toutes les personnes qui veulent leur témoigner leur solidarité.

Nous appelons à une mobilisation massive les 15 et 16 mai pour faire entendre ces exigences.

A Paris, manifestation le samedi 16 mai à 14h00 au départ de République.

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité - Association de Solidarité Inter Peuples - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste (CISE) - Droit-Solidarité – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Femmes Égalité - Forum Palestine Citoyenneté – L'Alliance Pour la République Écologique et Sociale (L'Après) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - Les Femmes en noir (FEN) – Les Écologistes EELV – Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) - Mouvement de la Paix - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA-A) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) – Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Réseau Coopératif de la Gauche Alternative (RCGA) - Union communiste libertaire (UCL) - Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) – Union pour la Reconstruction Communiste (URC) - Union syndicale Solidaires

Le 12 mai 2026

<https://www.cnpjdpi.org>
 contact@cnpjdpi.org